



## Déclaration au CTM du 12 juillet 2021

L'année scolaire s'est terminée comme à elle a commencé : la confusion a jalonné la période des examens, avec des convocations arrivées tardivement notamment pour le Grand Oral où ordre/contre ordre ont été parfois la règle dans certaines académies en particulier en Région Parisienne. Les corrections de l'épreuve de philo se sont aussi déroulées de manière quelque peu chaotique.

Loin de nous l'idée de stigmatiser les services administratifs mais c'est surtout le manque d'anticipation qui résulte de cette situation. Vouloir maintenir le Grand oral à tout prix signifiait organiser les jurys en nombre suffisant et cela nécessite de l'anticipation. Ou il fallait opter pour la neutralisation du Grand oral cette année comme le préconisait la CGT.

La rentrée scolaire ne sera probablement pas une rentrée comme les autres tant la situation sanitaire reste fragile et nos élèves qui ont, comme les personnels, été soumis à rude épreuve mériteraient que des moyens suffisants soient alloués dans notre secteur afin que des solutions soient mises en place pour ceux et celles qui sont en difficulté scolaire et que les confinements successifs ont même parfois conduit au décrochage. Ça ne serait pas juste que ces élèves-là soient laissés sur le bord de la route par manque d'ambition politique.

Les réunions dans le cadre de l'agenda social ont ponctué ces dernières semaines. Nous avons assisté à ces différents GT. Des perspectives positives sont à noter et donc à saluer pour certaines catégories. S'agissant des personnels administratifs, la requalification de la filière notamment par le passage de la catégorie C en B et de la catégorie B en A, va dans le bon sens. Par ailleurs, Pour les personnels de labo, nous souhaitons un GT pour définir une fiche métiers d'assistant.e ingénieur.e en EPLE permettant aux personnels de labo catégorie B d'accéder à la catégorie A. Le Grenelle n'a rien prévu pour ces personnels en terme de requalification et c'est bien dommage...

Pour les personnels enseignants, les revalorisations proposées, notamment par la prime d'attractivité, ne sont pas à la hauteur des enjeux. La proposition à travers les différents scénarios était soit d'intégrer les collègues jusqu'au 9<sup>ème</sup> échelon avec une prime inférieure pour chacun.e ou bien privilégier les débuts de carrière avec une prime un peu plus importante pour ces collègues. Pour la CGT, c'est un non choix car l'enveloppe dédiée est fermée et insuffisante à la base. De plus il n'y a pas de perspective ou de certitude pour de nouvelles revalorisations à moyen et long terme.

La seule revalorisation possible c'est l'augmentation du point d'indice qui permettra à toutes et tous d'être revalorisée de manière pérenne.

Sur le GT 3 amélioration du service public : Le service public d'Education ne peut s'améliorer sans moyens supplémentaires et sans améliorer les conditions de travail des personnels. Or, les propositions sont très réduites et reposent essentiellement sur de la hausse du temps de travail ou une multiplication des missions comme les remplacements. Quant aux AESH, si l'on peut saluer la volonté d'harmoniser les rémunérations d'une académie à l'autre par une grille nationale, cette grille malgré tout ne répond pas aux revalorisations nécessaires de ces personnels. De plus, peu de propositions permettraient une réelle amélioration des conditions d'exercice de ces personnels. Leur proposer d'augmenter le temps de travail sur des missions aussi diverses que variées notamment celles associées à Jeunesse et sport ne correspond pas vraiment aux attentes de ces personnels. Non seulement dans ce domaine, on trouve des métiers à part entière qui nécessitent une véritable formation mais cela reviendrait aussi à un cumul d'emplois. N'est-ce pas ce que la plupart d'entre eux font déjà de par les temps partiels imposés ? Une nouvelle mobilisation à la rentrée sera donc encore à l'ordre du jour.

Dernier point : la direction d'École. Le ministre a décidé d'instaurer des emplois fonctionnels de direction dans les écoles à décharge complète. Même si ce dispositif ne concernerait, pour l'instant que 6% des écoles environ, nous craignons que ce ne soit probablement qu'une première marche vers un élargissement du dispositif, dispositif que la majorité des collègues rejettent.

Que ce soit dans le 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degré, il n'est absolument pas souhaitable d'instaurer des hiérarchies intermédiaires qui engendrent la plupart du temps des divisions entre les personnels quand il faut, au contraire de la cohésion.

Multiplier les hiérarchies intermédiaires est un processus que les grandes entreprises dans le privé ont développé dans les années 90. Trente après, beaucoup d'économistes même parmi les plus libéraux ont changé de braquet tant cette évolution s'est avéré contre-productive. Des cadres pressurisés, des salariés à bout pour au final des performances moindre.

L'Education nationale ne doit pas être dirigée comme une entreprise. Pour nous, les personnels travaillent sur de l'humain et un seul et même objectif doit les animer : amener le plus grand nombre d'élèves à s'insérer socialement quel que soit leur parcours scolaire et devenir des citoyens ou citoyenne émancipés.

La CGT soutiendra toute mobilisation dès la rentrée.